

20240516 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2024/05/16/expulsion-squat-casse-dalle-tensions-ecologistes-collectifs/>

L'expulsion du squat « Casse-Dalle » ravive les tensions entre écologistes et collectifs

Jeudi 16 mai, le squat « Casse-Dalle », dans le 3e arrondissement de Lyon, a été expulsé par les forces de l'ordre. Le bâtiment, propriété de la Métropole de Lyon, abritait une cinquantaine de personnes, aux profils divers. Une expulsion qui fait monter le mécontentement des collectifs envers les exécutifs écologistes élus à la tête de la Ville et de la Métropole.

Édition abonnés

Marie Allenou



Jeudi 16 mai, une vingtaine d'habitants du squat « Casse-Dalle » ont été expulsés. Photo : MA/Rue89Lyon

Ils savaient l'expulsion imminente. Jeudi 16 mai au matin, les soutiens du squat « Casse Dalle » s'étaient réunis au pied de l'immeuble au petit matin, attendant les forces de l'ordre. C'est finalement vers 14 h 30 qu'un important dispositif policier s'est établi autour du bâtiment et dans les rues environnantes, tenant à bonne distance observateurs et soutiens.

Quelques jours auparavant, signe annonciateur de l'expulsion, onze habitant·es du lieu avaient été pris en charge par la préfecture du Rhône et la Métropole de Lyon. Parmi eux, une femme enceinte, un couple avec enfant, une femme seule et six hommes seuls.

Sur place, les services de l'État affirment avoir décompté une vingtaine de personnes habitant·es dans le bâtiment. Sept personnes, sans-papiers, ont été interpellées par la police aux frontières. L'association Droit au logement évoque de son côté une cinquantaine de personnes vivant dans le squat, dont la majorité aurait quitté les lieux par peur de l'expulsion.

Expulsion du Casse-Dalle : « Je ne sais pas où je vais dormir ce soir »

Posté à l'écart, accoudé à une barrière, Ibrahim (prénom modifié), attend de pouvoir récupérer ses bagages qu'il a entreposé devant le bâtiment. Quelques minutes plus tard, un policier l'autorise à passer et l'escorte jusqu'à ses affaires. En mars, il a reçu une lettre l'informant de son Droit à un logement opposable, mais n'a toujours pas été logé par ce dispositif, où les retards sont légions. « Je ne sais pas où je vais dormir ce soir », lâche-t-il, le regard au sol.

Lire aussi sur Rue89Lyon

[Droit au logement opposable \(Dalo\) à Lyon : dysfonctionnements et retards en série](#)

Kaba, lui, était de sortie quand l'expulsion a débuté. Ce demandeur d'asile, venu de Guinée-Conakry a pu rejoindre sa chambre du 1er étage pour attraper quelques possessions. Un court temps pour paqueter un an de vie dans le lieu. « Ils nous disaient de nous dépêcher », explique-t-il. Comme il est de coutume lors d'une expulsion, les habitant-es se sont vus remettre une date pour venir chercher le reste de leurs affaires, dans une semaine. Lui aussi ne sait pas où il dormira ce soir. « Peut-être une tente ? », s'interroge-t-il.

Des logements sociaux pour remplacer le « Casse-Dalle »

« Métropole de Lyon, on va tout squatter chez toi », scandent quelques personnes, réunies devant le bâtiment pour venir en aide aux habitants et montrer leur désaccord avec l'expulsion en cours. Tout autant que la préfecture du Rhône, la collectivité est cible de leur colère.

Propriétaire du bâtiment depuis un an et demi, la collectivité avait tacitement laissé un peu de répit aux habitant-es en 2023. Du côté du « Casse Dalle », on espérait voir arriver un [conventionnement du lieu](#), comme cela avait été le cas pour quelques squats de la métropole.

Ce qui n'est pas arrivé. La Métropole a demandé l'évacuation du lieu à la justice, pour pouvoir y réaliser des travaux. L'immeuble doit être cédé au bailleur Grand Lyon Habitat, pour y construire des logements sociaux. Contactée au sujet de l'expulsion, la Métropole de Lyon nous a renvoyé vers le communiqué de la préfecture dressant le bilan de l'opération.

En février dernier, [la collectivité assurait](#) que « l'évacuation a été retardée le plus longtemps possible » mais que des diagnostics devaient à présent être réalisés. « Il est urgent qu'on retrouve l'usage pour lequel on avait acheté cet immeuble, c'est à dire construire des logements sociaux. Tout le monde en était informé dès le début, même avant l'occupation du lieu », ajoutait-elle.



Une vingtaine de soutiens se sont rassemblés au pied du « Casse-Dalle » pour assister à l'expulsion du squat. Photo : MA/Rue89Lyon

Les limites d'une politique « hospitalière » à Lyon

Depuis 2020, l'exécutif écologiste et de gauche élu à la tête de la Métropole, comme à la Ville de Lyon, tente de mener une politique « hospitalière » et engagée dans le domaine du sans-abrisme. Conventionnement de squats, prise en charge de public ne relevant pas de ses compétences... La Métropole de Lyon s'est montrée volontariste dans les premières années

de son mandat. Mais cette bonne volonté s'est heurtée à l'ampleur du phénomène du sans-abrisme sur le territoire, qui souffre d'un sous-investissement de l'État.

« La situation est difficile. (...) Tous les publics Métropole sont pris en charge, l'État doit loger les autres personnes. Pour rappel, en 2019, la Métropole de Lyon accueillait 50 personnes. En 2023, nous en avons pris en charge 3000, dont de nombreuses personnes dépendant de l'État », plaide Benjamin Badouard (EELV), co-président du groupe écologiste au conseil métropolitain, nous répondant sur X (ex-Twitter).

Elle s'est aussi heurtée aux demandes des collectifs et associations, qui attendaient beaucoup de ce nouvel exécutif de gauche, élu à la tête d'une collectivité locale aux moyens importants (3,9 milliards de budget en 2024). Jusqu'aux tensions actuelles.

Après l'expulsion du « Casse-Dalle», une rupture consommée entre Ville et Métropole de Lyon et les collectifs ?

Deux évènements ont mis le feu au poudre. D'abord l'expulsion du gymnase Dargent (Lyon 8e) en pleine nuit par la Ville de Lyon le 4 mai dernier, où 170 personnes avaient trouvé refuge. Une décision sans précédent de la mairie depuis le début de son mandat, qui a [ébranlé la majorité municipale](#) et suscité la colère des collectifs.

« Tout le monde déteste Bruno Bernard [président de la Métropole de Lyon, ndlr] », « Tout le monde déteste Sandrine Runel [adjointe aux Solidarités à la Ville, ndlr] » ont même scandé les soutiens réunis devant le Casse-Dalle, symbole du lien fait par les collectifs entre les deux collectivités.

L'autre évènement est l'expulsion d'un squat rue Bonhomme (Lyon 3e). Ouvert fin avril, le bâtiment appartenant à un bailleur social de la Métropole, Lyon Métropole Habitat, avait pour vocation d'accueillir les habitant·es expulsé·es du « Casse-Dalle ». Il a été [évacué le 7 mai](#), dans des conditions contestées par les collectifs. L'évacuation du « Casse-Dalle » vient enfoncer le clou.

« On est très fâchés contre la Métropole de Lyon... », s'exaspère une militant du Droit au logement – 69. Côté Ville, les échanges ont repris depuis l'épisode du Gymnase Dargent. De là à dire que l'ambiance est au beau fixe, la marche est haute... Coincés entre leurs compétences et leurs ambitions politiques, les exécutifs municipaux et métropolitains auront bien du mal à apaiser cette colère.